



L'ÉVÉNEMENT

Les enseignants en grève perlée « jusqu'à Noël »

MARIE-ESTELLE PECH [@MariEstellePech](#)

PLUSIEURS syndicats enseignants ont appelé à la mobilisation ce mardi, après leur grève réussie du jeudi 5 décembre qui avait mobilisé 51 % de grévistes selon le ministère de l'Éducation nationale. Un chiffre comparable à celui des grandes grèves enseignantes de 2003. Mais les syndicats ne se risquent pas, cette fois, à donner d'estimations sur la mobilisation.

« Je l'espère très suivie », mais elle devrait être « moins importante que jeudi », indique Francette Popineau, secrétaire générale du Snuipp FSU, principal syndicat de l'enseignement primaire, laquelle explique que les enseignants qui « se relaient pour faire grève » se sont lancés, un peu partout, dans un « mouvement perlé qui pourrait durer jusqu'aux vacances de Noël si nous n'obtenons pas satisfaction ». Mais la grève devrait être moins gênante pour les parents, confrontés jeudi à des fermetures d'écoles : le service minimum organisé par les mairies est plus facile à mettre en place lorsque seule une minorité d'enseignants fait grève.

La profession pense avoir beaucoup à perdre avec le projet de réforme. Aujourd'hui, le calcul de la retraite des professeurs se base sur les traitements des six derniers mois. La réforme prévoit de prendre en compte l'ensemble de la carrière. Certes, ce calcul intègre les primes mais elles sont plus faibles chez les professeurs que dans le reste de la fonction publique. Et ceux-ci s'estiment d'autant plus lésés que leurs salaires de début de carrière sont assez faibles pour des bac + 5. Les syndicats ont vite fait de créer des simulateurs prévoyant 200 à 600 euros de retraite mensuelle en moins...

Certes, le ministre de l'Éducation n'a

cessé d'affirmer que les salaires des professeurs feraient l'objet d'une revalorisation et que les retraites ne baisseraient pas. Il est tout de même question, ces derniers jours, de 400 millions d'euros d'effort budgétaire supplémentaire par an... Ce que les syndicats ont immédiatement traduit par une augmentation « dérisoire », selon eux, de 39 euros nets par mois et par enseignant. Or ces revalorisations ne devraient en réalité toucher « qu'une partie des professeurs, les plus jeunes, ceux qui seront touchés par la réforme des retraites », fait valoir Philippe Vincent, à la tête du Snpden-Unsa, principal syndicat de chefs d'établissement.

« Fatigue et malaise »

Le talon d'Achille de cette profession, la plus importante de la fonction publique avec 870 000 fonctionnaires, c'est le nombre ! « Des centaines de millions d'euros, c'est considérable, mais ça ne se traduira que par des primes toujours jugées insuffisantes », résume un ancien recteur. La solution pourrait résider, rappelle-t-il, comme le plaidait Nicolas Sarkozy en son temps, « dans le fait d'augmenter leur temps de travail devant les élèves, ce qui permettrait de diminuer le nombre d'enseignants et d'augmenter de façon conséquente ceux qui restent ». Le gouvernement a d'ailleurs évoqué la possibilité de modifier le métier sans plus de précision. Les syndicats se sont toujours opposés à l'idée d'un changement concernant le temps de travail. « C'est faire bien peu de cas de la réalité de nos conditions de travail actuelles, de la fatigue et du malaise qui s'expriment depuis plusieurs mois », insiste le Snes-FSU, premier syndicat de l'enseignement secondaire, qui chiffre la revalorisation nécessaire à 10 milliards d'euros. ■